



1- Communiqué de la coordination nationale « Ecoles en Danger » (collectifs parents/salariés de l'Education)

L'Assemblée Générale nationale des collectifs parents et salariés de l'éducation s'est réunie le 14 mars 2009 à Montpellier.

Elle a rassemblé des représentant-es de plus d'une trentaine de collectifs départementaux en lutte. Elle constate la destruction méthodique des services publics d'éducation et plus largement des valeurs de solidarité auxquelles nous sommes attaché-es.

Elle appelle les personnels de l'éducation, les parents, les lycéens, les étudiants et l'ensemble de la population à :

- **participer à la grève du 19 mars, aux manifestations et aux AG**
- **se saisir de toutes les opportunités pour voter la reconduction de la grève dès le 20 mars dans l'éducation et dans tous les secteurs où c'est possible**
- **construire des AG interprofessionnelles pour discuter des suites à donner à l'action et mettre en perspective la grève générale reconductible**
- **initier dans tous les lieux des occasions de rencontres et de discussions pour élaborer des formes d'auto-organisation de la lutte.**

2- Communiqué de l'AG nationale des collectifs contre la répression de tous les mouvements sociaux et les campagnes de désinformation.

Les réformes régressives DARCOS et PECRESSE mobilisent largement les collectifs des personnels de l'éducation, les étudiants, les lycéen-nes, les parents ...

De nombreuses formes de répression sont mises en oeuvre :

- **interpellations systématiques suivies de gardes à vues d'étudiants et de lycéens.**
- **intrusions des forces de l'ordre dans les écoles, les collèges, les lycées et les universités**
- **violences policières, intimidations, sanctions administratives contre les étudiants et lycéens (conseils de disciplines, exclusions, interdiction de séjour dans les campus etc...)**
- **Intimidations et menaces à l'encontre des parents et des enseignants lors d'occupations d'école et des évaluations nationales CM2.**
- **Retraits effectifs de salaires, pressions et menaces permanentes à l'encontre des salariés et enseignants désobeisseurs et résistants : refus de l'aide personnalisée, de l'évaluation nationale et de base élève...**

La coordination nationale des parents et salariés de l' Education Nationale dénonce toutes les intimidations, sanctions , répressions visant à briser les mouvements de contestations sociales.

La coordination condamne la manipulation médiatique de l'information, appelle chacun à construire ses réseaux d'informations et à participer aux assemblées générales souveraines...

La coordination nationale appelle à ne pas céder aux pressions et à l'intimidation, à mettre en œuvre des actions de solidarité pour s'y opposer et à élargir la lutte.